



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
Secteur Droit

17.11.2021

**Modification de la loi fédérale contre la concurrence
déloyale (LCD) –
Utilisation de clauses de fixation des prix visant les établissements
d'hébergement (mise en œuvre de la motion 16.3902 Bischof)**

Rapport sur les résultats de la procédure de
consultation

Table des matières

| | |
|---|----------|
| Synthèse | 3 |
| 1 Contexte | 3 |
| 2 Avis reçus | 4 |
| 3 Vue d'ensemble | 4 |
| 3.1 Participants soutenant le projet du Conseil fédéral | 4 |
| 3.2 Participants saluant l'orientation du projet mais souhaitant par ailleurs une réglementation plus poussée | 4 |
| 3.3 Participants rejetant le projet | 5 |
| 3.4 Participants rejetant le projet tel que proposé par le Conseil fédéral, mais approuvant une réglementation plus poussée | 5 |
| 3.5 Participants ayant expressément renoncé à donner leur avis | 5 |
| 4 Prises de position individuelles | 5 |
| 4.1 Évaluation de la disposition proposée | 5 |
| 4.2 Propositions de modification | 7 |
| 4.2.1 Extension de l'interdiction aux clauses de parité de disponibilité et de conditions de réservation..... | 7 |
| 4.2.2 Interdiction d'une application directe ou indirecte des clauses de parité tarifaire | 7 |
| 4.2.3 Autres propositions | 7 |
| Annexe Liste des participants à la consultation | 9 |

Synthèse

Une grande majorité des 124 participants à la procédure de consultation approuve le projet du Conseil fédéral, notamment tous les cantons, excepté ZH. Parmi les partis politiques, Le Centre, le PSS et l'UDC soutiennent le projet, tandis que le pvl et le PLR le rejettent. Une nette majorité des associations participantes l'accueillent favorablement, tout comme bon nombre d'établissements d'hébergement, alors que booking.com et expedia y sont opposés.

Les partisans soulignent que le projet garantit la liberté économique des établissements d'hébergement, en particulier la faculté de définir leurs tarifs. Ils considèrent également qu'il renforce la compétitivité des établissements d'hébergement. Les critiques et détracteurs jugent qu'il n'y a pas lieu d'intervenir sur le plan légal, arguant de la possibilité de lutter contre d'éventuels abus avec les instruments prévus par le droit des cartels.

Plusieurs participants appellent de leurs vœux une réglementation plus poussée, à savoir l'interdiction des clauses de parité de disponibilité, de parité de conditions de réservation ainsi que de l'application indirecte des clauses de parité tarifaire.

1 Contexte

Le 11 novembre 2020, le chef du DEFR a invité les cantons, les partis politiques, les associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national, les associations faïtières de l'économie d'envergure nationale et les milieux intéressés à prendre position sur la modification de la loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD) dans le cadre d'une procédure de consultation.

L'avant-projet mis en consultation prévoit d'inscrire dans un nouvel art. 8a LCD l'interdiction des clauses de fixation des prix. En vertu de ce dernier, agit de façon déloyale celui qui, notamment, prévoit, en tant qu'exploitant d'une plateforme en ligne de réservation de prestations d'hébergement, des conditions générales restreignant la fixation des prix par les établissements d'hébergement au moyen de clauses de fixation des prix, en particulier de clauses de parité tarifaire. Ce type de clauses sera frappé de nullité.

La modification prévue de la LCD a pour but de mettre en œuvre la motion Bischof « Interdire les contrats léonins des plates-formes de réservation en ligne dont l'hôtellerie fait les frais », qui demande au Conseil fédéral d'interdire les clauses de parité tarifaire dans les contrats entre plateformes de réservation en ligne et établissements d'hébergement.

Le présent rapport rend compte de l'intégralité des avis reçus.

2 Avis reçus

124 avis ont été reçus dans le cadre de la procédure de consultation.

| Participants à la consultation | Nombre d'avis |
|---|---------------|
| Cantons | 25 |
| Partis politiques | 5 |
| Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national | 2 |
| Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national | 4 |
| Autres associations et chambres de commerce | 20 |
| Organisations de l'administration fédérale et commissions extraparlimentaires | 2 |
| Exploitants d'une plateforme de réservation en ligne | 2 |
| Établissements d'hébergement | 63 |
| Autres | 1 |
| Total | 124 |

La liste des participants à la consultation se trouve en annexe, avec les abréviations utilisées dans le présent rapport.

3 Vue d'ensemble

3.1 Participants soutenant le projet du Conseil fédéral

Cantons : AG, AI, AR, BE, BS, BL, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, TG, TI, UR, VD, VS, ZG

Partis politiques : Le Centre, PSS, UDC

Associations : acsi, CCI, CP, fairunterwegs, FER, FRC, GastroSuisse, glhk, HANDELSVERBAND.swiss, hkbb, HotellerieSuisse, HotellerieSuisse GR, HotellerieSuisse ZH, Forum PME, SAB, USP, USS, SKS, FST, swiss hostels

Autres : presque tous les établissements d'hébergement cités au ch. 8 de l'annexe, CFC, COMCO

3.2 Participants saluant l'orientation du projet mais souhaitant par ailleurs une réglementation plus poussée

Cantons : GR, JU, NE, VD

Partis politiques : Le Centre, PSS

Associations : acsi, CCI, CP, fairunterwegs, FRC, GastroSuisse, glhk, hkbb, HotellerieSuisse, HotellerieSuisse GR, HotellerieSuisse ZH, Forum PME, SAB, SKS, FST, swiss hostels

Autres : presque tous les établissements d'hébergement cités au ch. 8 de l'annexe

3.3 Participants rejetant le projet

Cantons : ZH

Partis politiques : PLR, pvl

Associations : economiesuisse, digitalswitzerland, OAV, Vision Konsum, USAM

Autres : booking.com, expedia

3.4 Participants rejetant le projet tel que proposé par le Conseil fédéral, mais approuvant une réglementation plus poussée

Associations : USAM

3.5 Participants ayant expressément renoncé à donner leur avis

Associations : UVS

4 Prises de position individuelles

4.1 Évaluation de la disposition proposée

AR, GE, JU, NE, SG, SO, TG, VD, ZG, SAB, CFC, HANDELSVERBAND.swiss et bon nombre d'établissements d'hébergement figurant au ch. 8 de l'annexe soulignent que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire permettrait de garantir la liberté économique des établissements d'hébergement et en particulier la liberté de définir eux-mêmes leurs prix.

AI et GL estiment qu'interdire les clauses limitant la liberté tarifaire est propre à améliorer la sécurité juridique lors de la formation des contrats.

BE, FR, LU, TG, FER et GastroSuisse sont convaincus que la réglementation proposée améliorerait la compétitivité des établissements d'hébergement. Le Centre, UDC, CCI, CP, fairunterwegs, GastroSuisse et swiss hostels soulignent à cet égard que la réglementation empêche les exploitants de plateformes de jouer de leur position sur le marché au détriment des établissements d'hébergement.

VS, hkbb, HotellerieSuisse, HotellerieSuisse GR et HotellerieSuisse ZH trouvent judicieux que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire s'applique à l'ensemble des établissements d'hébergement.

FR, VS, FER et GastroSuisse observent que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire aplanirait les divergences avec les règles appliquées par nos voisins, qui prohibent déjà ce type de clauses. PSS évoque à ce sujet des expériences qui ont été faites à l'étranger et qui indiquent que la différenciation de prix serait effectivement appliquée. PSS fait notamment référence à une étude de l'office de lutte contre les cartels allemand (*Bundeskartellamt*) datant de 2020, selon laquelle si les clauses de parité tarifaire étaient interdites, plus de la moitié des entreprises travaillant avec booking.com opteraient pour une différenciation des prix.

FST, COMCO, CFC et HANDELSVERBAND.swiss estiment que la LCD est l'endroit indiqué pour inscrire une interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire.

AG, AI, TI, UR et CP sont sceptiques quant au fait que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire soit propre à influencer sensiblement sur les rapports entre les exploitants de plateformes de réservation en ligne et les entreprises d'hébergement. Ils doutent notamment de l'impact sur les réservations directes via les sites des établissements d'hébergement, dont ils n'escomptent pas nécessairement une augmentation notable.

acsi, FRC et SKS espèrent que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire permette aux établissements d'hébergement de proposer plus souvent des offres avantageuses aux clients effectuant des réservations directes. Ils renvoient à une enquête réalisée par la FRC en 2017 selon laquelle tout juste un tiers des établissements d'hébergement contactés par téléphone auraient été disposés à faire une offre plus avantageuse.

ZH, PLR, pvl, OAV, economiesuisse, Vision Konsum, booking.com et expedia rejettent l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire au motif qu'il n'existe, selon eux, absolument aucune nécessité d'agir en ce sens sur le plan légal. Ils estiment que la loi sur les cartels prévoit suffisamment d'instruments pour prévenir les abus. AG et UR, qui saluent sur le principe l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire, demandent également si une règle prévoyant l'intervention de la COMCO ne serait pas plus judicieuse. Enfin, pvl, booking.com et expedia renvoient à l'analyse d'impact de la réglementation réalisée par ECOPLAN qui conclut que, du point de vue économique, il n'y a pas de motif réel de réglementer davantage les clauses de fixation des prix.

pvl, digitalswitzerland, booking.com et expedia soulignent que les plateformes de réservation en ligne sont d'une grande utilité pour les établissements d'hébergement et renforcent leur compétitivité, puisqu'elles permettent à ces derniers d'atteindre un cercle plus large de clients potentiels. pvl, booking.com et expedia insistent en outre sur le fait que les plateformes de réservation en ligne stimulent la concurrence et facilitent la comparaison entre les offres, ce qui profite tout particulièrement aux consommateurs.

PLR, economiesuisse, digitalswitzerland, OAV, booking.com et expedia sont d'avis que les clauses de fixation des prix se justifient d'un point de vue économique dès lors qu'elles préviennent l'opportunisme : sans clauses de ce type, rien n'empêcherait les établissements d'hébergement de profiter gratuitement des services des plateformes de réservation tout en incitant les clients à venir réserver directement leur séjour sur leur propre site internet en y proposant des prix plus avantageux.

OAV, Vision Konsum et booking.com estiment, pour des raisons de systématicité, qu'il n'est pas correct d'inscrire l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire dans la LCD. Selon OAV et booking.com, inscrire cette règle dans l'art. 8a LCD serait également déplacé car il n'y a pas, selon eux, de déséquilibre entre les droits et obligations contractuels des exploitants de plateformes et des établissements d'hébergement.

PLR, economiesuisse et digitalswitzerland jugent que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire constitue une atteinte à l'autonomie contractuelle, l'État n'ayant aucune légitimité pour s'immiscer dans les relations contractuelles de droit privé.

USAM considère que la réglementation proposée est disproportionnée, car l'interdiction touche un seul facteur de concurrence, à savoir le prix. Or il faudrait accorder la même importance aux autres facteurs de concurrence déterminants pour les établissements

d'hébergement, comme le volume (disponibilité) et la qualité (conditions).

Booking.com est d'avis que l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire est anticonstitutionnelle, puisqu'elle porte atteinte à la liberté économique et au principe de l'égalité devant la loi, en particulier.

acsi, FRC et SKS demandent s'il serait possible de contourner l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire en optant pour le droit d'un autre État. Si l'interdiction prenait également la forme d'une norme pénale, son application en suisse serait garantie.

4.2 Propositions de modification

4.2.1 Extension de l'interdiction aux clauses de parité de disponibilité et de conditions de réservation

GR, VD, PSS, Le Centre, SAB, USAM ; acsi, cci, FST, fairunterwegs, FRC, GastroSuisse, glhk, HotellerieSuisse, HotellerieSuisse GR, HotellerieSuisse ZH, Forum PME, SKS, swiss hostels ainsi que la plupart des établissements d'hébergement mentionnés au ch. 8 demandent que les clauses de parité relatives à la disponibilité et aux conditions de réservation soient également interdites. Les clauses de parité de disponibilité règlent l'écart admis entre les offres publiées sur les plateformes de réservation en ligne et celles proposées sur d'autres canaux de vente en ce qui concerne le type et le nombre de chambres. Les clauses de parité des conditions de réservation portent quant à elles sur l'égalité des offres des plateformes de réservation en ligne et celles d'autres canaux de vente. Cette expression générique concerne souvent différents aspects et points contractuels, comme les conditions d'annulation, mais aussi les prestations complémentaires incluses, telles que le petit-déjeuner, le WIFI ou encore des bons de réduction pour les remontées mécaniques locales. Les participants concernés justifient leur demande principalement par le fait que les clauses de parité relatives à la disponibilité et aux conditions de réservation limitent la liberté économique des établissements d'hébergement dans la même mesure que les clauses de parité tarifaire. expedia rejette expressément l'extension de l'interdiction à ce type de clauses.

4.2.2 Interdiction d'une application directe ou indirecte des clauses de parité tarifaire

GR, JU, SAB, SGV, acsi, FRC, HotellerieSuisse, HotellerieSuisse GR, HotellerieSuisse ZH, Forum PME, SKS, STV, swiss hostels et quelques-uns des établissements d'hébergement mentionnés au ch. 8 souhaitent que l'application indirecte des clauses de parité tarifaire soit interdite au même titre que leur application directe. Comme exemple d'application indirecte de clauses de parité, ils mentionnent la rétrogradation, par les exploitants de plateformes, des établissements d'hébergement dans le classement des offres (*ranking*). GastroSuisse partage les craintes d'une telle discrimination indirecte.

4.2.3 Autres propositions

NE, VD et CP suggèrent de ne pas restreindre l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire au seul secteur de l'hébergement, mais de l'étendre à tous les secteurs.

ZG souligne que, en cas de recours déposé par des organisations professionnelles sur la base de l'art. 8a AP-LCD, l'anonymat de l'établissement d'hébergement concerné doit être garanti.

Les propositions ci-après constituent des suggestions pour le cas où le Conseil fédéral déciderait de maintenir le projet en l'état.

pvl demande que soit supprimée la restriction selon laquelle l'art. 8 LCD s'applique uniquement aux relations entre des entreprises et des consommateurs. Une telle suppression permettrait également aux PME d'invoquer cette disposition. Certains membres du Forum PME sont également favorables à une telle adaptation de la loi.

Expedia propose d'appliquer uniquement l'interdiction des clauses limitant la liberté tarifaire aux plateformes de réservation en ligne détenant une part de marché d'au moins 30 %.

expedia demande que l'interdiction soit neutre du point de vue de la concurrence, c'est-à-dire qu'elle s'applique à toutes les plateformes de réservation en ligne (y c. les sites de réservation de chaînes hôtelières).

expedia demande qu'une clause de réexamen soit inscrite dans la loi. La réglementation ferait ainsi l'objet d'une analyse de ses conséquences trois ans après son entrée en vigueur.

economiesuisse propose de limiter la réglementation à dix ans.

Annexe Liste des participants à la consultation

1. Kantone – Cantons – Cantoni

| | | |
|-----|--|----|
| 1. | Staatskanzlei des Kantons Aargau Chancellerie d'État du canton d'Argovie Cancelleria dello Stato del Cantone di Argovia | AG |
| 2. | Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden Chancellerie d'État du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures Cancelleria dello Stato del Cantone di Appenzello Interno | AI |
| 3. | Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden Chancellerie d'État du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures Cancelleria dello Stato del Cantone di Appenzello Esterno | AR |
| 4. | Staatskanzlei des Kantons Bern Chancellerie d'État du canton de Berne Cancelleria dello Stato del Cantone di Berna | BE |
| 5. | Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft Chancellerie d'État du canton de Bâle-Campagne Cancelleria dello Stato del Cantone di Basilea Campagna | BL |
| 6. | Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt Chancellerie d'État du canton de Bâle-Ville Cancelleria dello Stato del Cantone di Basilea Città | BS |
| 7. | Staatskanzlei des Kantons Freiburg Chancellerie d'État du canton de Fribourg Cancelleria dello Stato del Cantone di Friburgo | FR |
| 8. | Staatskanzlei des Kantons Genf Chancellerie d'État du canton de Genève Cancelleria dello Stato del Cantone di Ginevra | GE |
| 9. | Regierungskanzlei des Kantons Glarus Chancellerie d'État du canton de Glaris Cancelleria dello Stato del Cantone di Glarona | GL |
| 10. | Standeskanzlei des Kantons Graubünden Chancellerie d'État du canton des Grisons Cancelleria dello Stato del Cantone dei Grigioni | GR |
| 11. | Staatskanzlei des Kantons Jura Chancellerie d'État du canton du Jura Cancelleria dello Stato del Cantone del Giura | JU |
| 12. | Staatskanzlei des Kantons Luzern Chancellerie d'État du canton de Lucerne Cancelleria dello Stato del Cantone di Lucerna | LU |
| 13. | Staatskanzlei des Kantons Neuenburg | NE |

| | | |
|-----|--|----|
| | Chancellerie d'État du canton de Neuchâtel Cancellaria dello Stato del Cantone di Neuchâtel | |
| 14. | Staatskanzlei des Kantons Nidwalden Chancellerie d'État du canton de Nidwald Cancellaria dello Stato del Cantone di Nidvaldo | NW |
| 15. | Staatskanzlei des Kantons Obwalden Chancellerie d'État du canton d'Obwald Cancellaria dello Stato del Cantone di Obvaldo | OW |
| 16. | Staatskanzlei des Kantons St. Gallen Chancellerie d'État du canton de Saint-Gall Cancellaria dello Stato del Cantone di Obvaldo | SG |
| 17. | Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen Chancellerie d'État du canton de Schaffhouse Cancellaria dello Stato del Cantone di San Gallo | SH |
| 18. | Staatskanzlei des Kantons Solothurn Chancellerie d'État du canton de Soleure Cancellaria dello Stato del Cantone di Soletta | SO |
| 19. | Staatskanzlei des Kantons Thurgau Chancellerie d'État du canton de Thurgovie Cancellaria dello Stato del Cantone di Turgovia | TG |
| 20. | Staatskanzlei des Kantons Tessin Chancellerie d'État du canton du Tessin Cancellaria dello Stato del Cantone Ticino | TI |
| 21. | Standeskanzlei des Kantons Uri Chancellerie d'État du canton d'Uri Cancellaria dello Stato del Cantone di Uri | UR |
| 22. | Staatskanzlei des Kantons Waadt Chancellerie d'État du canton de Vaud Cancellaria dello Stato del Cantone di Vaud | VD |
| 23. | Staatskanzlei des Kantons Zug Chancellerie d'État du canton du Zoug Cancellaria dello Stato del Cantone del Zugo | VS |
| 24. | Staatskanzlei des Kantons Wallis Chancellerie d'État du canton du Valais Cancellaria dello Stato del Cantone del Vallese | ZG |
| 25. | Staatskanzlei des Kantons Zürich Chancellerie d'État du canton du Zurich Cancellaria dello Stato del Cantone di Zurigo | ZH |

2. Politische Parteien – Partis politiques – Partiti politici

| | | |
|-----|---|--|
| 26. | Die Mitte Le Centre Alleanza del Centro | Die Mitte Le Centre Alleanza del Centro |
| 27. | FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR. I Liberali Radicali | FDP PLR PLR |
| 28. | Grünliberale Partei Schweiz glp Parti vert'libéral Suisse pvl Partito verde liberale svizzero pvl | glp pvl pvl |
| 29. | Sozialdemokratische Partei der Schweiz Parti socialiste suisse Partito socialista svizzero | SPS PSS PSS |
| 30. | Schweizerische Volkspartei Union démocratique du Centre Unione democratica di Centro | SVP UDC UDC |

3. Gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete –

Associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national – Associazioni mantello nazionali dei Comuni, delle città e delle regioni di montagna

| | | |
|-----|--|-------------------|
| 31. | Schweizerischer Städteverband Union des villes suisses Unione delle città svizzere | SSV UVS UCS |
| 32. | Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete Groupement suisse pour les régions de montagne Gruppo svizzero per le regioni di montagna | SAB |

4. Gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft – Associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national – Associazioni mantello nazionali dell'economia

| | | |
|-----|---|----------------|
| 33. | Verband der Schweizer Unternehmen Fédération des entreprises suisses Federazione delle imprese svizzere | economiesuisse |
|-----|---|----------------|

| | | |
|-----|---|---------------------|
| 34. | Schweizerischer Gewerbeverband Union suisse des arts et métiers Unione svizzera delle arti e mestieri | SGV USAM USAM |
| 35. | Schweiz. Bauernverband Union suisse des paysans Unione svizzera dei contadini | SBV USP USC |
| 36. | Schweizerischer Gewerkschaftsbund Union syndicale suisse Unione sindacale svizzera | SGB USS USS |

5. Weitere Verbände und Handelskammern – Autres associations – Altre Associazioni

| | | |
|-----|---|-------------------------------------|
| 37. | Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana | acsi |
| 38. | Centre patronal | CP |
| 39. | digitalswitzerland | digitalswitzerland |
| 40. | fairunterwegs | fairunterwegs |
| 41. | Fédération des Entreprises Romandes | FER |
| 42. | Fédération romande des consommateurs | FRC |
| 43. | GastroSuisse | GastroSuisse |
| 44. | Glerner Handelskammer | glhk |
| 45. | Handelskammer beider Basel | hkbb |
| 46. | HANDELSVERBAND.swiss | HANDELSVER- BAND.swiss |
| 47. | HotellerieSuisse | HotellerieSuisse |
| 48. | HotellerieSuisse Graubünden | HotellerieSuisse GR |
| 49. | HotellerieSuisse Zürich und Region | HotellerieSuisse ZH |
| 50. | KMU-Forum Forum PME Forum PMI | KMU-Forum Forum PME Forum PMI |

| | | |
|-----|--|-------------------|
| 51. | Ordre des Avocats Vaudois | OAV |
| 52. | Schweizer Tourismus-Verband Fédération suisse du tourisme Federazione svizzera del turismo | STV FST FST |
| 53. | Stiftung für Konsumentenschutz Fondation pour la protection des consommateurs Fondazione per la protezione dei consumatori | SKS |
| 54. | VEREIN SWISS HOSTELS | swiss hostels |
| 55. | Vision Konsum – Die Vereinigung der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten | Vision Konsum |
| 56. | Walliser Industrie- und Handelskammer Chambre Valaisanne de Commerce et d'Industrie | CCI |

6. Organisationen der Bundesverwaltung und ausserparlamentarische Kommissionen

– Autres personnes intéressées – Altre persone interessate

| | | |
|-----|--|------------------------|
| 57. | Eidgenössische Kommission für Konsumentenfragen Commission fédérale de consommation Commissione federale del consumo | EKK CFC CFC |
| 58. | Wettbewerbskommission WEKO Commission de la concurrence COMCO Commissione della concorrenza COMCO | WEKO COMCO COMCO |

7. Betreiber einer Online-Plattform – Exploitant d'une plateforme en ligne – Gestore di una piattaforma on line

| | | |
|-----|----------------|-------------|
| 59. | Booking.com | Booking.com |
| 60. | Expedia-Gruppe | Expedia |

8. Beherbergungsbetriebe – Établissements d'hébergement – Aziende alberghiere

| | | |
|-----|-------------------------------|--|
| 61. | Adler Adelboden | |
| 62. | Alpenrose Schönried ob Gstaad | |
| 63. | Altana Scuol | |

| | | |
|-----|--|--|
| | | |
| 64. | Apart Hotel Adelboden | |
| 65. | Arenas The Resorts | |
| 66. | Baur au Lac Zürich | |
| 67. | Belvedere Swiss Quality Hotel | |
| 68. | B2 Hotel Zürich | |
| 69. | Cascada Hotel Luzern | |
| 70. | Central Plaza Hotel Zürich | |
| 71. | Dolder Hotel AG | |
| 72. | Engadiner Boutique-Hotel GuardaVal Scuol | |
| 73. | Eurotel Victoria Les Diablerets | |
| 74. | Glockenhof Zürich | |
| 75. | Grand Hotel Kronenhof Pontresina | |
| 76. | Grand Hotel LES TROIS ROIS Basel | |
| 77. | Greulich Zürich | |
| 78. | Gstaad Palace | |
| 79. | Hauser St. Moritz | |
| 80. | Hotel Arc-en-ciel Gstaad | |
| 81. | Hotel Bad Horn AG | |
| 82. | Hotel Basel | |

| | | |
|------|------------------------------|--|
| 83. | Hotel Bellevue Wengen | |
| 84. | Hotel Bellvedere Scuol | |
| 85. | Hotelbusiness Zug AG | |
| 86. | Hotel Belvair AG | |
| 87. | Hotel Drei Könige Luzern AG | |
| 88. | Hotel Gstaaderhof AG | |
| 89. | Hotelbusiness Zug AG | |
| 90. | Hotel Heiden | |
| 91. | Hotel Le Petit Relais | |
| 92. | Hotel Meili Unternehmungen | |
| 93. | Hotel Meisser Guarda Engadin | |
| 94. | Hotel Metropol Basel | |
| 95. | Hôtel Mont-Blanc au Lac S.A | |
| 96. | Hotel Rössli Bad Ragaz | |
| 97. | Hotel Schöneegg Wengen | |
| 98. | Hotel Schweizerhof Zürich | |
| 99. | Hotel Weiss Kreuz Thusis | |
| 100. | Hotel Waldhaus Sils | |
| 101. | Kulm Hotel St. Moritz | |
| 102. | La Gruna Hotel Sedrun | |

| | | |
|------|---|--|
| | | |
| 103. | Lenkerhof gourmet spa rsort | |
| 104. | Märchenhotel AG | |
| 105. | Majer Tourismus AG | |
| 106. | Pilatus-Bahnen AG | |
| 107. | Placid Hotel Zurich | |
| 108. | Romatik Hotel Hornberg | |
| 109. | Silencehotel & Restaurant Edelweiss Lötschental | |
| 110. | Sorell Hotels Switzerland | |
| 111. | Schweizerhof Bern | |
| 112. | Sporthotel Victoria Gstaad | |
| 113. | Steinenschanze Stadthotel Basel | |
| 114. | Stoller Zürich AG | |
| 1115 | Suvretta House St. Moritz | |
| 116. | Swiss Deluxe Hotels | |
| 117. | The Alpina Gstaad | |
| 118. | The Chedi Andermatt | |
| 119. | The Living Circle Zürich | |
| 120. | Tschuggen Hotel Group | |
| 121. | Verena's Bed & Breakfast Guestouse Sachseln | |

| | | |
|------|------------------------------|--|
| 122. | Victoria Jungfrau Interlaken | |
| 123. | Villa Donkey Degersheim | |

9. Übrige interessierte Kreise – Autres personnes intéressées – Altre persone interessate

| | | |
|------|---------------------------------|--|
| 124. | Terekhov Artur, Oberengstringen | |
|------|---------------------------------|--|